



En direct des associations



Bulletin /juin 2021

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 22 JUIN 2021

Cette assemblée générale se tenait l'après-midi du groupe de travail CTM/
CNAS sur l'avenir du parc EPAF.



LIMINAIRE

Non Monsieur le Président, EPAF n'est pas mort et ne le sera pas.

De réunions en réunions, de groupes de travail en, CTM en passant le CNAS, les représentant.e.s de Solidaires Finances n'ont eu de cesse de dénoncer la volonté du ministère d'abattre un pan de notre Action Sociale. Action sociale dont les agent.e.s étaient fier.e.s, action sociale gagnée par des luttes incessantes notamment celles de 1989 dont les plus ancien.ne.s d'entre nous se souviennent, Action sociale qui, depuis 1989 contribue à l'amélioration des conditions de vie des personnels du Ministère.

Depuis des mois, de manière épisodique le Secrétariat Général a distillé des informations sur la diminution des crédits, que les résidences coûtent cher, qu'elles sont mal entretenues et que dès lors les agents se désintéressent des résidences, voire des colos de manière à nous habituer à l'annonce en mars dernier de la vente des 26 résidences EPAF. En découlaient un plan social concernant plus de 150 personnes qui devait être mené par EPAF. Au cours du CTM qui s'est tenu 21 mai dernier les fédérations ministérielles se sont élevées contre cette mesure à la hussarde et ont demandé une véritable concertation sur le devenir de l'action sociale en général et d'EPAF en particulier.

Dès le mois de mars dernier, le Secrétariat Général avait rédigé un appel d'offre et l'appel à reprenneur devait intervenir dans les prochains jours : l'affaire devait être bouclée à la fin de l'année 2021 !!!!!

Devant la réprobation unanime des fédérations, le Secrétariat Général a concédé un moratoire de fait sans abandonner à ce stade le projet initial et se dit prêt à entendre les contre-propositions portées par les fédérations syndicales.

C'est dans ce cadre que s'est tenu ce matin un groupe de travail CNAS/CTM consacré à l'avenir du parc immobilier EPAF.

.../...

.../...

La majorité des résidences EPAF sont situées dans des lieux idylliques de vacances, à la montagne ou à la mer et EPAF ne serait pas obligé de recourir à d'autres prestataires, en été comme en hiver, pour satisfaire les demandes de séjour des agents du ministère si ses résidences n'avaient pas autant de succès.

Ces faits balayaient et mettent à mal le raisonnement technocratique du Secrétariat Général qui gère uniquement de manière budgétaire l'Action Sociale sans se soucier de l'aspect humain pourtant au cœur de l'action sociale. Par ailleurs, le taux de satisfaction des usagers fréquentant les résidences est de 8,5 sur 10, supérieur à celui des prestataires extérieurs.

Depuis des années, on laisse les résidences dépérir à volo sans que le Secrétariat Général se soucie des travaux à faire en sa qualité de propriétaire et quand ils deviennent trop importants, la seule démarche qu'il convient de faire à ses yeux est de vendre. Depuis des années **Solidaires Finances** tire la sonnette d'alarme dans toutes les instances pour mettre le Secrétariat Général face à ses responsabilités car le défaut de la réalisation des travaux relève de l'inconséquence de l'Etat. Dans tous les conseils de surveillance le trésorier d'EPAF alarme sans succès sur la nécessité d'investir dans des travaux de réfection et d'amélioration. Au cours du groupe de travail de ce matin, **Solidaires Finances** a listé un certain nombre de propositions de nature à préserver le parc immobilier EPAF au bénéfice des agents du ministère.

Il faut redonner à l'action sociale la place qui lui revient dans l'accompagnement des agents par des moyens humains et matériels tant au niveau des délégations départementales de manière à être pleinement au service des agents en mettant en œuvre une véritable politique de communication pour en faire connaître tous les aspects qu'au niveau national notamment au niveau des associations.

Parmi les propositions de **Solidaires Finances** on peut citer :

- Il faut revoir l'occupation des résidences et leur environnement ;
- Il faut proposer des activités et des séjours plus dynamiques pour donner plus d'attractivité aux résidences et aux jeunes agents ;
- Il faut revoir les prestations hôtelières, abandonner l'esprit pension de famille ;
- L'ouverture à des tiers pourrait être envisagée notamment en ailes de saison sans porter préjudice aux agents finances.

A contrario, les propositions faites par le Secrétariat Général sont désastreuses pour l'emploi des personnels des résidences et du siège, aucune garantie sur les tarifs envisagés dès 2022 et à ce stade aucune vision du devenir des résidences. A part le mot vente à marche forcée, nous n'avons aucune précision sur la nature de la transaction : vente, cession, délégation ...résidences concernées...

Comment faire confiance au Secrétariat Général avec un projet qui se voulait finalisé mais aussi peu précis et mal ficelé ?

Pour la petite histoire, le secrétariat général connaît-il l'origine de propriété de toutes les résidences ? il semblerait que non lorsqu'on relève que Soulac serait sur la liste des biens à vendre ; Soulac résulte de la donation intervenue le 20 décembre 1952 par les époux Mortier-Dupouy à l'Etat, via l'Imprimerie Nationale dont ils étaient salariés, pour être destiné à servir de colonies de vacances pour les enfants de l'Imprimerie Nationale et du ministère des Finances. Peut-on faire fi de cette donation ?

EPAF ne doit pas mourir et ses personnels passer par pertes et profits.

Les personnels d'EPAF assurent leurs missions avec compétence et savoir-faire unanimement reconnus par les professionnels du tourisme social.

EPAF est un interlocuteur et un acteur du tourisme social incontournable du tourisme social avec l'UNAT entre autres contrairement à ce qui peut être colporté de manière malfaisante ;

En cette période troublée par des annonces hasardeuses du secrétariat général, par la pandémie et ses conséquences sur le travail, la vie quotidienne, **Solidaires Finances** est aux côtés des salariés d'EPAF qui angoissent sur leur devenir tout en faisant « tourner » EPAF toujours, avec le même dynamisme, donnons leur espoir dans le renouveau d'EPAF.

Sur le contenu de l'Assemblée générale d'aujourd'hui, nous ne pouvons que nous féliciter collectivement du dynamisme de Vacances enfants avec plus de 50% des séjours organisés par EPAF et un recul des prestataires avec également une augmentation du nombre de colons dont les parents appartiennent à la catégorie « C » démontrant ainsi le caractère social d'EPAF. La satisfaction des colons est également au rendez-vous avec un taux de satisfaction de 8,7 sur 10 et un souhait de repartir avec EPAF pour 98% des colons.

S'agissant de vacances loisirs, la satisfaction des usagers est également au rendez-vous pour l'année 2020, contrairement aux affirmations fallacieuses du secrétariat général. Pour les sites EPAF, un taux de satisfaction de 8,37 alors qu'il n'est que de 7,86 pour les prestataires. Non, EPAF ne peut pas mourir.

Solidaires Finances est porteuse d'un renouveau pour EPAF qui ne doit pas être à la merci de technocrates pour qui l'action sociale n'est qu'une ligne budgétaire parmi d'autres.

Merci de votre attention.

Les représentant.e.s de **Solidaires Finances** à l'Assemblée générale :

Martial BECK, Judith BERTET, Christine BORG, Éric METRO, Marc VEYRAT